

No. 49258*

**France
and
Indonesia**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Indonesia on cooperation in the field of energy and mineral resources. Jakarta, 1 July 2011

Entry into force: *1 July 2011 by signature, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and Indonesian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 30 January 2012*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**France
et
Indonésie**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie relatif à la coopération dans le domaine de l'énergie et des ressources minérales. Jakarta, 1^{er} juillet 2011

Entrée en vigueur : *1^{er} juillet 2011 par signature, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et indonésien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 30 janvier 2012*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE

**RELATIF A LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES MINERALES**

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Indonésie (ci-après dénommés les Parties);

Désireux d'approfondir les relations amicales et de renforcer la coopération entre les deux pays, ainsi que de servir les intérêts bilatéraux de leurs pays, sur la base du principe d'égalité et d'intérêt mutuel;

Reconnaissant qu'une coopération dans le domaine de l'énergie et des ressources minérales est nécessaire pour améliorer le développement économique et social des deux pays;

Se référant à l'Accord du 8 mai 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Indonésie dans les domaines de la recherche scientifique et du développement technologique;

Conformément à leurs lois et règlements respectifs ainsi qu'aux mesures et procédures des Parties concernant la coopération internationale;

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

Objectifs

1. **Les Parties favorisent la coopération dans le domaine de l'énergie et des ressources minérales grâce à la collaboration entre leurs administrations, et elles facilitent la coopération entre les secteurs privés;**
2. **Les Parties reconnaissent que le présent Accord (ci-après désigné l'« accord ») n'entend pas fixer les dispositions contractuelles régissant le code de conduite applicable à un accord de projet spécifique.**

Article 2

Domaines de coopération

1. **Les Parties prennent, conformément à leurs lois et règlements respectifs, les mesures appropriées dans les domaines d'intérêt mutuel, notamment l'exploration et le développement, l'investissement et le commerce, la recherche technologique, le renforcement des capacités et la planification stratégique dans le domaine de l'énergie et des ressources minérales;**

2. **Les Parties facilitent la coopération relative au développement commun de l'énergie et des ressources minérales sur la base de l'intérêt mutuel afin:**
 - a. d'encourager et de promouvoir les investissements dans les projets relatifs à l'énergie et aux ressources minérales dans chacun des pays;
 - b. de promouvoir la collaboration entre les Parties dans le secteur de l'énergie et des ressources minérales;
 - c. de chercher les moyens d'améliorer la performance du secteur de l'énergie et des ressources minérales des deux pays;
 - d. d'énoncer les principes et les directives à suivre par les Parties lors de la discussion et de la mise en place de futurs accords de projets dans le secteur de l'énergie et des ressources minérales.
3. **Les Parties détermineront au cas par cas les dispositions détaillées relatives aux formes et méthodes de coopération retenues pour l'exécution du présent Accord.**

Article 3

Institutions d'exécution

Les institutions d'exécution aux fins de la présente coopération sont:

- pour le gouvernement de la République française: le Ministère en charge de l'énergie et des ressources minérales.
- pour le gouvernement de la République d'Indonésie: le Ministère de l'énergie et des ressources minérales.

Article 4

Forme de la coopération

1. **Les Parties entendent développer leur coopération scientifique et technique en arrêtant des projets conjoints et en échangeant des informations dans le secteur de l'énergie et des ressources minérales, et tout ce qui s'y rapporte, notamment en ce qui concerne les lois, règlements et politiques, par des réunions conjointes, des séminaires et des conférences sur des sujets d'intérêt mutuel;**
2. **Les Parties recensent les occasions de proposer des programmes de formation et de développement dans le secteur de l'énergie et des ressources minérales;**

3. Les Parties coopèrent pour faciliter l'investissement et le commerce et pour échanger des informations commerciales entre les secteurs de l'énergie et des ressources minérales des Parties;
4. Les Parties se consultent au sujet de l'application du présent Accord.

Article 5

Droits de propriété intellectuelle

1. Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans chacune des Parties, ces dernières assurent une protection et une répartition efficace des droits de propriété intellectuelle, y compris en ce qui concerne leur propriété et leur utilisation légale, qui sont transférés ou créés conformément au présent Accord;
2. Les questions de protection et de répartition des droits de propriété intellectuelle, y compris la protection des droits légitimes d'une tierce partie, prenant pleinement en compte la part équitable de la propriété fondée sur la contribution des différents participants, sont réglées par chaque accord de projet conclu par les Parties, conformément à leurs lois et règlements.

Article 6

Règlement des différends

Les différends résultant de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sont réglés à l'amiable par voie de consultation mutuelle ou de négociation entre les Parties.

Article 7

Confidentialité

1. Sans préjudice des lois et règlements en vigueur dans chacune des Parties, celles-ci s'engagent à respecter le caractère confidentiel des documents, informations ou autres données qu'elles se communiquent pendant la période de mise en œuvre du présent Accord ou de tout autre accord conclu en vertu du présent Accord;
2. Si l'une des Parties souhaite communiquer à une tierce partie des données ou des informations confidentielles résultant des actions de coopération menées en vertu du présent Accord, la Partie émettrice doit obtenir le consentement préalable de l'autre Partie avant de procéder à cette communication;
3. Les Parties conviennent que les dispositions du présent article continueront de s'appliquer aux Parties, même après l'expiration du présent Accord.

Article 8

Amendement

Chacune des Parties peut demander à tout moment, par écrit, l'amendement de tout ou partie du présent Accord. Tout amendement arrêté entre les Parties entre en vigueur à la date fixée par elles. Cet amendement fait partie intégrante du présent Accord.

Article 9

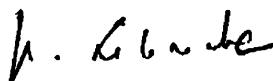
Entrée en vigueur, durée et dénonciation

1. Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature;
2. Le présent Accord reste en vigueur pendant cinq (5) ans et sera prorogé automatiquement pour des périodes consécutives de cinq (5) ans à moins que l'une des Parties ne notifie à l'autre Partie, par écrit, au moins six (6) mois à l'avance, son intention de le dénoncer;
3. La dénonciation du présent Accord n'affecte pas la validité ni la durée de tout programme ou projet mené en vertu du présent Accord jusqu'à l'achèvement complet de ces programmes ou projets.

EN FOI DE QUOI, les soussignés ont signé le présent Accord.

Fait à Jakarta, le premier juillet 2011, en deux exemplaires en langues française et indonésienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française



Pierre Lellouche
Secrétaire d'Etat chargé
du Commerce extérieur

Pour le Gouvernement
de la République d'Indonésie



Darwin Zahedy Saleh
Ministre de l'Énergie et
des Ressources Minérales

[INDONESIAIAN TEXT – TEXTE INDONÉSIEIN]

PERSETUJUAN

ANTARA

PEMERINTAH REPUBLIK PERANCIS

DAN

PEMERINTAH REPUBLIK INDONESIA

MENGENAI

KERJA SAMA ENERGI DAN SUMBER DAYA MINERAL

Pemerintah Republik Perancis dan Pemerintah Republik Indonesia (selanjutnya disebut sebagai Para Pihak);

BERKEINGINAN untuk mengembangkan lebih lanjut hubungan persahabatan dan mempererat kerja sama antara kedua negara serta demi kepentingan bilateral masing-masing negara, atas dasar kesetaraan dan saling menguntungkan;

MENGAKUI kebutuhan akan kerja sama energi dan sumber daya mineral guna meningkatkan pembangunan ekonomi dan sosial kedua negara;

MERUJUK pada Persetujuan antara Pemerintah Republik Perancis dan Pemerintah Republik Indonesia tentang Kerja Sama di Bidang-bidang Riset Ilmiah dan Pengembangan Teknologi yang ditandatangani pada tanggal 8 Mei 1979;

SESUAI DENGAN hukum dan peraturan perundangan yang berlaku di negara masing-masing dan juga kebijakan-kebijakan dan prosedur-prosedur Para Pihak mengenai kerja sama internasional;

TELAH MENYETUJUI hal-hal sebagai berikut:

Pasal 1

Tujuan

1. Para Pihak wajib meningkatkan kerja sama dalam bidang energi dan sumber daya mineral melalui kerja sama antara sektor pemerintah dan wajib memfasilitasi kerja sama antara sektor swasta;
2. Para Pihak mengakui bahwa Persetujuan ini (selanjutnya disebut sebagai "Persetujuan") tidak dimaksudkan untuk menetapkan persyaratan kontrak yang mengatur pedoman perilaku untuk Persetujuan proyek tertentu apa pun.

Pasal 2

Bidang Kerja Sama

1. Para Pihak wajib, sesuai dengan hukum dan peraturan perundangan masing-masing, mengambil tindakan-tindakan yang layak sesuai kepentingan bersama, termasuk eksplorasi dan pengembangan, investasi dan perdagangan, penelitian teknologi, pengembangan kapasitas, dan perencanaan strategis dalam bidang energi dan sumber daya mineral;
2. Para Pihak wajib memfasilitasi kerja sama yang terkait dengan pengembangan bersama energi dan sumber daya mineral atas dasar saling menguntungkan untuk:

- a. Mendorong dan meningkatkan investasi dalam proyek-proyek energi dan sumber daya mineral masing-masing negara;
 - b. Meningkatkan kerja sama antara Para Pihak di sektor energi dan sumber daya mineral;
 - c. Mencari cara-cara guna meningkatkan kinerja dalam sektor energi dan sumber daya mineral kedua negara;
 - d. Menetapkan prinsip-prinsip dan pedoman-pedoman untuk diikuti oleh Para Pihak dalam membahas dan menetapkan Pengaturan-pengaturan Proyek masa mendatang di sektor energi dan sumber daya mineral.
3. Para Pihak wajib menetapkan ketentuan-ketentuan rinci atas dasar kasus per kasus mengenai bentuk-bentuk dan metode-metode kerja sama untuk melaksanakan Persetujuan ini.

Pasal 3

Lembaga Pelaksana

Lembaga pelaksana untuk kerja sama ini adalah:

- Untuk Pemerintah Republik Perancis: kementerian yang berwenang menangani sektor energi dan sumber daya mineral;
- Untuk Pemerintah Republik Indonesia: Kementerian Energi dan Sumber Daya Mineral.

Pasal 4

Bentuk Kerja Sama

1. Para Pihak bermaksud mengembangkan kerja sama ilmu pengetahuan dan teknik mereka dengan membentuk proyek-proyek bersama dan bertukar informasi di sektor energi dan sumber daya mineral dan dengan semua hal terkait terutama yang berhubungan dengan undang-undang, peraturan-peraturan, dan kebijakan-kebijakan, melalui pertemuan-pertemuan, seminar-seminar, dan konferensi-konferensi bersama dengan topik-topik yang diminati bersama;
2. Para Pihak wajib mengidentifikasi peluang-peluang untuk menyediakan program-program pelatihan dan pengembangan yang terkait dengan sektor energi dan sumber daya mineral;
3. Para Pihak wajib bekerja sama untuk memfasilitasi investasi dan perdagangan dan saling bertukar informasi yang terkait dengan perdagangan di sektor energi dan sumber daya mineral antara Para Pihak;

4. Konsultasi wajib dilakukan oleh Para Pihak terkait dengan pelaksanaan Persetujuan ini.

Pasal 5

Hak Kekayaan Intelektual

1. Sesuai dengan hukum dan peraturan perundang-undangan yang berlaku di masing-masing Para Pihak, Para Pihak wajib memberikan perlindungan dan distribusi yang efisien atas hak-hak kekayaan intelektual, termasuk kepemilikannya dan penggunaan secara sah, yang sedang dialihkan atau diciptakan sesuai dengan Persetujuan ini.
2. Hal-hal mengenai perlindungan dan distribusi hak-hak kekayaan intelektual, termasuk perlindungan hak-hak sah pihak ketiga, yang memperhitungkan sepenuhnya bagian kepemilikan yang adil berdasarkan atas kontribusi masing-masing peserta, wajib diatur oleh masing-masing persetujuan proyek yang disepakati oleh Para Pihak, sesuai dengan hukum dan peraturan perundangan masing-masing Pihak.

Pasal 6

Penyelesaian Perbedaan

Perbedaan-perbedaan yang timbul sehubungan dengan penafsiran atau pelaksanaan Persetujuan ini wajib diselesaikan secara bersahabat melalui konsultasi atau perundingan bersama antara Para Pihak.

Pasal 7

Kerahasiaan

1. Tanpa berpraduga apapun terhadap hukum dan peraturan perundang-undangan yang berlaku pada masing-masing Pihak, Para Pihak wajib untuk memperhatikan kerahasiaan dokumen-dokumen, informasi dan data lain yang diterima atau diberikan kepada Pihak lainnya selama periode pelaksanaan Persetujuan ini atau persetujuan-persetujuan pelaksanaan lain apa pun yang dibuat berdasarkan Persetujuan ini;
2. Jika salah satu dari Para Pihak ingin mengirimkan data atau informasi rahasia hasil kegiatan kerja sama sesuai dengan Persetujuan ini kepada pihak ketiga, Pihak pengirim harus memperoleh izin terlebih dahulu dari Pihak lainnya sebelum mengirimkan data atau informasi apa pun;
3. Para Pihak setuju bahwa ketentuan Pasal ini tetap mengikat antara Para Pihak meskipun Persetujuan ini sudah diakhiri.

Pasal 8

Perubahan

Salah satu Pihak dapat mengajukan perubahan secara tertulis atas semua atau bagian-bagian dari Persetujuan ini setiap saat. Perubahan apa pun yang telah disetujui oleh Para Pihak berlaku pada tanggal seperti yang ditentukan oleh Para Pihak. Perubahan tersebut merupakan bagian yang tidak terpisahkan dari Persetujuan ini.

Pasal 9

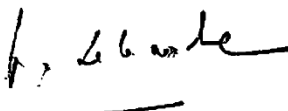
Mulai Berlaku, Jangka Waktu, dan Penghentian

1. Persetujuan ini mulai berlaku pada tanggal penandatngannya;
2. Persetujuan ini tetap berlaku selama 5 (lima) tahun dan diperpanjang secara otomatis untuk periode 5 (lima) tahun berturut-turut kecuali kalau salah satu Pihak memberitahukan kepada Pihak lainnya secara tertulis sekurang-kurangnya 6 (enam) bulan sebelumnya mengenai maksudnya untuk mengakhiri Persetujuan ini;
3. Penghentian Persetujuan ini tidak mempengaruhi keabsahan dan lama program-program atau proyek-proyek apa pun yang sedang berjalan yang dilakukan berdasarkan Persetujuan ini sampai program-program atau proyek-proyek tersebut selesai.


SEBAGAI BUKTI, yang bertandatangan di bawah ini telah menandatangani Persetujuan ini.

Dibuat di Jakarta pada tanggal 1 Juli 2011, dalam dua rangkap, dalam bahasa Perancis dan bahasa Indonesia, kedua naskah memiliki kekuatan hukum yang sama.

Untuk
Pemerintah Republik Perancis


Pierre Lellouche
Menteri Ruda bidang
Perdagangan luar Negeri

Untuk
Pemerintah Republik Indonesia


Darwin Zahedy Saleh
Menteri Energi dan
Sumber Daya Mineral

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
INDONESIA ON COOPERATION IN THE FIELD OF ENERGY AND
MINERAL RESOURCES

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Indonesia (hereinafter referred to as “the Parties”),

Desiring to deepen friendly relations and to strengthen cooperation between the two countries, and also to serve the bilateral interests of their countries, based on the principle of equality and mutual interest,

Recognizing that cooperation in the field of energy and mineral resources is necessary to improve the economic and social development of the two countries,

Referring to the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Indonesia [on cooperation] in the fields of scientific research and technological development of 8 May 1979,

In accordance with their respective laws and regulations, as well as the measures and procedures of the Parties with respect to international cooperation,

Have agreed as follows:

Article 1. Objectives

1. The Parties shall promote cooperation in the field of energy and mineral resources through collaboration between their administrations and shall facilitate cooperation between the private sectors.

2. The Parties recognize that the present Agreement (hereinafter referred to as “the Agreement”) is not intended to establish contractual arrangements governing the code of conduct applicable to an agreement on a specific project.

Article 2. Areas of cooperation

1. The Parties shall undertake, in accordance with their respective laws and regulations, appropriate measures in areas of mutual interest, in particular exploration and development, investment and trade, technological research, capacity-building and strategic planning in the field of energy and mineral resources.

2. The Parties shall facilitate cooperation in the common development of energy and mineral resources on the basis of mutual interest with the aim of:

a. Encouraging and promoting investment in projects involving energy and mineral resources in each country;

b. Promoting collaboration between the Parties in the energy and mineral resources sector;

c. Seeking ways to improve the performance of the energy and mineral resources sector of the two countries;

d. Formulating the principles and directives to be followed by the Parties in the discussion and implementation of future agreements on projects in the energy and mineral resources sector.

3. The Parties shall determine on a case by case basis the detailed arrangements with regard to the forms and methods of cooperation to be employed for the implementation of this Agreement.

Article 3. Implementing institutions

The implementing institutions for the purposes of this cooperation shall be:

- For the Government of the French Republic: the Ministry responsible for energy and mineral resources;
- For the Government of the Republic of Indonesia: the Ministry of Energy and Mineral Resources.

Article 4. Form of cooperation

1. The Parties intend to develop their scientific and technical cooperation through the establishment of joint ventures and the exchange of information in the energy and mineral resources sector, and all matters related thereto, in particular with regard to laws, regulations and policies, through joint meetings, seminars and conferences on topics of mutual interest.

2. The Parties shall identify opportunities to offer training and development programmes in the energy and mineral resources sector.

3. The Parties shall cooperate in order to facilitate investment and trade and to exchange commercial information between the energy and mineral resources sectors of the Parties.

4. The Parties shall consult with one another with regard to the implementation of this Agreement.

Article 5. Intellectual property rights

1. In accordance with the legislation and regulations in force in each Party, the Parties shall provide for the effective protection and assignment of intellectual property rights which are transferred or created in accordance with this Agreement, including their ownership and lawful use.

2. Issues concerning the protection and assignment of intellectual property rights, including protection of the legitimate rights of a third party, taking full account of the equitable sharing of ownership based on the contributions of the various participants, shall be governed by each project agreement concluded by the Parties in accordance with their laws and regulations.

Article 6. Settlement of disputes

Disputes arising from the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled amicably through mutual consultation or negotiation between the Parties.

Article 7. Confidentiality

1. Without prejudice to the laws and regulations in force in the Parties, the Parties undertake to respect the confidential nature of documents, information or other data that they share with one another during the implementation of this Agreement or any separate agreement entered into pursuant to this Agreement.

2. If a Party wishes to communicate to a third party confidential data or information resulting from cooperation activities derived from this Agreement, the releasing Party must obtain the prior consent of the other Party prior to proceeding with this communication.

3. The Parties agree that the provisions of this Article shall continue to apply to the Parties even after the expiration of the Agreement.

Article 8. Amendment

Each Party may at any time request in writing the amendment of all or part of this Agreement. Any amendment agreed upon by the Parties shall enter into force on the date determined by them. Such amendment shall constitute an integral part of this Agreement.

Article 9. Entry into force, duration and termination

1. This Agreement shall enter into force on the day of signature.

2. This Agreement shall remain in force for five (5) years and shall be automatically renewed for consecutive periods of five (5) years unless one of the Parties informs the other Party, in writing, at least six (6) months in advance of its intention to terminate the Agreement.

3. The termination of this Agreement shall not affect either the validity or duration of any programme or project derived from this Agreement until such programmes or projects are completed.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned have signed this Agreement.

DONE at Jakarta on 1 July 2011 in duplicate in the French and Indonesian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PIERRE LELLOUCHE
Secretary of State for Foreign Trade

For the Government of the Republic of Indonesia:

DARWIN ZAHEDY SALEH

Minister of Energy and Mineral Resources